

Le NPA, structurellement unitaire et anticapitaliste...

mercredi 1er juillet 2009, par [BORRAS Frédéric](#), [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2009).

Alors que Sarkozy et son gouvernement annoncent de nouvelles attaques, il est impératif d'amorcer la riposte politique et sociale

De grâces en disgrâces courtoises, le jeu des chaises musicales organisé par Sarkozy II s'est achevé par la constitution d'une équipe de choc, déterminée à faire payer la crise aux travailleurs. Ouvrir la voie au travail du dimanche, « externaliser » la longue maladie vers un régime d'assurances, dégraisser en masse dans la fonction publique, renforcer l'arsenal répressif, les ministres réactionnaires ont de quoi nous préparer un été meurtrier pour les acquis sociaux et les libertés.

Face un telle machine de guerre, la seule réponse possible, c'est la mobilisation générale des salariés et de la population. Grèves, manifestations, marches nationales, pétitions, occupations, protestations de toutes sortes en sont les passages obligés. Aucune force politique ou syndicale ne peut, à elle seule, décréter la généralisation des mobilisations. Il faut une rencontre de tous les partis, syndicats et associations de gauche (1), pour examiner la situation et proposer rapidement un plan de mobilisation ne se résumant pas à deux ou trois journées de grève étalées sur huit mois.

L'autre tâche de l'heure, liée à la première, est de faire grandir une opposition radicale à Sarkozy sur le plan directement politique. La crise que traverse la social-démocratie libère de l'espace. Il s'agit de crédibiliser les solutions anticapitalistes et antiproductivistes à une échelle de masse. Nous ne négligeons aucun terrain pour le faire. Nous sommes ouverts à toutes les collaborations unitaires, y compris dans un cadre électoral. Nous proposons au Parti de gauche (PG), aux Alternatifs, à la Fédération, au PCF et à Lutte ouvrière de constituer partout des listes communes au premier tour des régionales de mars 2010.

Ces listes doivent porter les exigences sociales et écologistes face à la crise, ainsi que des mesures anticapitalistes adaptées au rôle des conseils régionaux. Cela suppose un bilan critique des gestions des vingt régions de gauche. Cela suppose aussi, dans le cas où les listes auxquelles nous participons fusionneraient avec celles du PS au second tour, que nos élus et ceux de nos partenaires conservent leur totale liberté de vote dans l'institution. Nous sommes prêts à participer à des coalitions de gauche - donc sans le Modem - au second tour (2), pour faire échec à Sarkozy et à ses amis, mais pas à nous renier. Hors de question de se soumettre à une solidarité de gestion qui nous obligerait par exemple à voter des subventions régionales à des entreprises qui licencient.

Diverses déclarations du parti de Jean-Luc Mélenchon vont dans le bon sens. Celles des dirigeants du PCF sont très contradictoires. « *La stratégie du Front de gauche qui vient d'être expérimentée devra être élargie [...] au NPA et à d'autres [...]. Ça suppose que le NPA change sa posture quant à sa prise de responsabilité sur la gestion des régions puisqu'ils ne veulent pas travailler avec le Parti socialiste, ce qui n'est pas notre cas* », a, par exemple, déclaré le député communiste Roland Muzeau. Entre la soumission aux politiques libérales mises en œuvre par le PS et la rupture

anticapitaliste avec le NPA, le PCF devra pourtant choisir. Pour clarifier, des rencontres rapides, dont nous rendrons compte au fur et à mesure, sont prévues avec l'ensemble des partenaires pressentis.

Frédéric Borrás et Raoul Jennar

Notes

1. Le NPA a demandé des rencontres bilatérales à tous ces mouvements.
2. La loi électorale permet à deux listes ayant dépassé les 5 % au premier tour de fusionner au second.

P.-S.

* Paru dans « Tout est à nous » n° 15 du 1^{er} juillet 2009.